

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**WT/DSB/M/104**

7 juin 2001

(01-2806)

**Organe de règlement des différends**  
**26 avril 2001**

## **COMPTE RENDU DE LA RÉUNION**

tenue au Centre William Rappard  
le 26 avril 2001

*Président: M. R. Farrell (Nouvelle-Zélande)*

Avant l'adoption de l'ordre du jour, le point concernant l'adoption du rapport du Groupe spécial "États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon" a été retiré de l'ordre du jour, les États-Unis ayant décidé de faire appel dudit rapport.

### **1. Thaïlande – Droits antidumping sur les profilés en fer ou en aciers non alliés et poutrelles profilées en H en provenance de Pologne**

#### **a) Mise en œuvre des recommandations de l'ORD**

1. Le Président a rappelé que, conformément aux dispositions du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, l'ORD était tenu de surveiller la mise en œuvre de ses recommandations et décisions pour que les différends soient résolus efficacement dans l'intérêt de tous les Membres. À cet égard, l'article 21:3 du Mémoire d'accord prévoyait que, dans les 30 jours suivant la date d'adoption du rapport du Groupe spécial ou de l'Organe d'appel, le Membre concerné informerait l'ORD de ses intentions au sujet de la mise en œuvre des recommandations et décisions de celui-ci. Le Président a rappelé qu'à sa réunion du 5 avril 2001 l'ORD avait adopté le rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire "Thaïlande – Droits antidumping sur les profilés en fer ou en aciers non alliés et poutrelles profilées en H en provenance de Pologne" ainsi que le rapport du Groupe spécial portant sur la même question, tel qu'il avait été modifié par le rapport de l'Organe d'appel. Il a invité la Thaïlande à informer l'ORD de ses intentions au sujet de la mise en œuvre des recommandations de celui-ci.

2. Le représentant de la Thaïlande a dit que, conformément à l'article 21:3 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, son pays souhaitait informer l'ORD de ses intentions au sujet de la mise en œuvre des recommandations de celui-ci dans cette affaire. Il a indiqué que la Thaïlande avait déjà entamé un processus visant à déterminer la meilleure façon de mettre en œuvre les recommandations de l'ORD. Cependant, afin d'être en mesure de respecter ses obligations dans cette affaire, son pays aurait besoin d'un délai raisonnable comme le prévoyait l'article 21:3 du Mémoire d'accord. À ce sujet, des consultations étaient en cours en Pologne, en vue de parvenir à une solution mutuellement convenue.

3. Le représentant de la Pologne a dit que, au cours de la réunion de l'ORD qui s'était tenue le 5 avril, son pays avait indiqué quelle était sa position en ce qui concerne les rapports du Groupe spécial et de l'Organe d'appel. À la réunion en cours, sa délégation souhaitait mettre l'accent sur certains aspects en particulier, directement liés à la mise en œuvre des recommandations de l'ORD.

./.

Selon la Pologne, il ne pouvait y avoir d'autre possibilité, pour ce qui était de la mise en œuvre des recommandations de l'ORD dans cette affaire, que de suspendre au plus vite des mesures incorrectes et d'apporter réparation. En conséquence, la Pologne comptait que la Thaïlande cesserait rapidement d'appliquer les droits en vigueur, mettant ainsi en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD. Elle pensait que la Thaïlande pouvait achever toutes les procédures nécessaires en peu de temps. En l'absence d'abrogation définitive des mesures en cause dans un délai à convenir entre les parties, elle se verrait contrainte de recourir à l'article 25:1 du Mémorandum d'accord.

4. Le représentant de la Pologne a pris acte de la déclaration de la Thaïlande concernant ses intentions au sujet de la mise en œuvre des recommandations dans cette affaire. Il a souligné que la Pologne évaluerait la mise en œuvre de ces recommandations par la Thaïlande dans le cadre strict de l'objectif principal, à savoir l'élimination définitive des mesures en cause. La Pologne espérait avoir des détails quant à ce que la Thaïlande projetait de faire pour mettre en œuvre les recommandations et elle a pris note du fait que la Thaïlande avait parlé d'un délai raisonnable à cet effet. À cet égard, la Pologne souhaitait faire savoir qu'elle était prête à engager des consultations avec la Thaïlande au sujet de la durée du délai dans lequel celle-ci avait l'intention de mettre en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD. La Pologne était prête à examiner immédiatement et de façon constructive avec la Thaïlande les questions de fond en rapport avec la mise en œuvre et son calendrier. La Pologne pensait que le fait de préciser quelle était sa position à la réunion en cours pouvait permettre d'éviter les problèmes et les malentendus et elle souhaitait vivement que ce différend soit rapidement résolu.

5. L'ORD a pris note des déclarations de la Thaïlande et des informations qu'elle avait données quant à ses intentions au sujet de la mise en œuvre des recommandations de l'ORD.

---